

Unité départementale des Bouches-du-Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 Marseille

Marseille, le 06/11/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CHANTIER NAVAL DE MARSEILLE (forme 10)**

Grand Port maritime de Marseille - Terre plein de Mourepiane -Porte 4  
CS 40034  
13016 Marseille

Références : D-2024-1461

Code AIOT : 0006412373

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/10/2024 dans l'établissement CHANTIER NAVAL DE MARSEILLE (forme 10) implanté forme 10 du Grand Port Maritime de Marseille 13016 Marseille. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection intervient afin de procéder au récolement de l'arrêté n°2024-108MD du 4 juin 2024 portant mise en demeure à l'encontre de la société CHANTIER NAVAL DE MARSEILLE pour l'exploitation de la Forme 10 située à Marseille (13016). Elle a été réalisée de façon inopinée en présence du parquet de Marseille.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CHANTIER NAVAL DE MARSEILLE (forme 10)
- forme 10 du Grand Port Maritime de Marseille 13016 Marseille
- Code AIOT : 0006412373

- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Chantier Naval de Marseille exerce une activité de réparation, d'entretien et de peinture de navire, au sein de la forme 10 des bassins Est du GPMM.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Récolement
- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- Eau de surface
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Valeurs limites des rejets aqueux	AP de Mise en Demeure du 04/06/2024, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Stockage de peinture	AP de Mise en Demeure du 04/06/2024, article 1	Amende	
4	Rétentions	AP de Mise en Demeure du 04/06/2024, article 1	Amende	
5	Propreté	AP de Mise en Demeure du 04/06/2024, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Surveillance des rejets aqueux	AP de Mise en Demeure du 04/06/2024, article 1	Sans objet
6	Aires de carénages	AP de Mise en Demeure du 04/06/2024, article 1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'objet de la visite réalisée de façon inopinée avec la présence du parquet de Marseille et du Vice-Procureur de la République, porte sur la vérification des dispositions rappelées dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 4 juin 2024. L'inspection des installations classées constate que l'exploitant n'a pas mis en œuvre toutes les actions nécessaires au retour à la conformité concernant notamment :

- le stockage de peinture (constats de présence de pots de peinture non stockés sur rétention ou dans les conteneurs dédiés et absence de mise en place de système adapté de détection d'incendie avec alarme au sein des conteneurs de stockage de peinture)
- les rétentions (constats de présence de pots de peinture et autres produits stockés hors rétention)

Par ailleurs, les aires de carénage ne sont pas matérialisées ainsi que les opérations de nettoyage des formes de radoub doivent faire l'objet de procédure de validation du nettoyage détaillée avec une acceptation préalable avant la réouverture des portes-écluse.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Valeurs limites des rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 04/06/2024, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société CHANTIER NAVAL de MARSEILLE (CNM) dont le siège social est situé Grand Port Maritime de Marseille Terre plein de Mourepiane - Porte 4 CS 40034 13344 MARSEILLE Cedex 15, exploitant un chantier de réparation navale situé au niveau de la forme 10 du Grand Port Maritime de Marseille (13015) est mise en demeure : <ul style="list-style-type: none"><li>• dans un délai de 2 mois à compter de la date de notification du présent arrêté :</li><li>• de respecter les dispositions de l'article 2.3 de l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 17 août 2023 et de l'article 5.10 de l'arrêté ministériel en date du 12 mai 2020 susvisé pour les rejets aqueux issus des formes</li></ul> [...]
<b>Constats :</b>  Lors des dernières campagnes de juin, juillet et août 2024, la liste des paramètres recherchés lors de la surveillance sont conformes à celle de l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 (AM 2930E) et à l'arrêté préfectoral du 17 août 2023. Un fort dépassement en cuivre (x5/VLE - Valeurs Limites d'Emission) a été relevé en juin dernier, à l'instar de dépassements sur ce paramètre et en zinc déjà relevé en janvier, février et avril 2024. Ceux-ci ne se sont en revanche pas reproduits en juillet et août 2024. Il est à noter que la régénération du lit de charbon actif de la station temporaire a eu lieu le 26/04/2024. Des dépassements réguliers des températures de rejet sont également relevés au cours du dernier trimestre.  L'exploitant n'est pas en mesure de justifier les dépassements mis en évidence par le passé mais indique qu'il s'assurera de l'entretien de la station de traitement temporaire (y compris changement des charbons actifs si nécessaire) jusqu'à la mise en service de la station de collecte et de traitement des eaux mises en œuvre par le GPMM dont la livraison est prévue au 1 <sup>er</sup> trimestre 2025.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection demande à l'exploitant d'apporter une vigilance particulière sur les rejets de l'installation en assurant la maintenance de la station temporaire de traitement des effluents quand bien même celle-ci est vouée à être mise à l'arrêt une fois la station permanente livrée. En cas de dépassement répété des VLE, toutes les mesures devront être prises afin de permettre un retour à la conformité.  Il est également demandé à l'exploitant de transmettre systématiquement les résultats du suivi mensuel à l'inspection à réception tant que les informations du compte GIDAF ne sont pas mises à jour.  Il est par ailleurs demandé à l'exploitant d'être vigilant sur la qualité des livrables relatifs à la

surveillance de la qualité des eaux résiduaires (en lien avec les anomalies constatées sur les rapports des formes 8 et 9).

Enfin l'inspection demande de surveiller dès la prochaine campagne le paramètre Tributylétain (TBT) selon une fréquence semestrielle, afin de s'assurer que cette substance autrefois présente dans les peintures antifouling et interdite depuis la fin des années 80 pour les bateaux en provenance de l'UE, n'est pas mise en évidence dans les rejets.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

## N° 2 : Surveillance des rejets aqueux

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 04/06/2024, article 1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets aqueux

### Prescription contrôlée :

La société CHANTIER NAVAL de MARSEILLE (CNM) dont le siège social est situé Grand Port Maritime de Marseille Terre plein de Mourepiane - Porte 4 CS 40034 13344 MARSEILLE Cedex 15, exploitant un chantier de réparation navale situé au niveau de la forme 10 du Grand Port Maritime de Marseille (13015) est mise en demeure :

[...]

- dans un délai d'un mois à compter de la date de notification du présent arrêté :
- de respecter les dispositions de l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 17 août 2023 en réalisant une mesure en continu des paramètres, débit, température et pH pour ce qui concerne les rejets issus de la forme de radoub 10.

[...]

### Constats :

Lors des dernières campagnes de juin, juillet et août 2024, les fréquences de surveillance des différents paramètres sont conformes aux arrêtés sus-cités.

En outre la mesure des débit, température et pH est réalisée en continu lors des périodes de fonctionnement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 3 : Stockage de peinture

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 04/06/2024, article 1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Stockage

### Prescription contrôlée :

La société CHANTIER NAVAL de MARSEILLE (CNM) dont le siège social est situé Grand Port Maritime de Marseille Terre plein de Mourepiane - Porte 4 CS 40034 13344 MARSEILLE Cedex 15, exploitant un chantier de réparation navale situé au niveau de la forme 10 du Grand Port Maritime de Marseille (13015) est mise en demeure :

[...]



<ul style="list-style-type: none"> <li>• dans un délai d'un mois à compter de la date de notification du présent arrêté :</li> </ul> <p>[...]</p> <p>de respecter les dispositions de l'article 2.8.5 de l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 17 aout 2023 en réalisant le stockage des peintures dans des conteneurs dédiés et disposant de rétentions correctement dimensionnées, et en disposant d'un registre permettant de connaître la quantité de peinture stockée</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il a été constaté lors de la visite que de nombreux pots de peintures étaient stockés à l'extérieur sur palette au bord du quai de la forme 10. Des conteneurs dédiés et munis de rétention sont toutefois présents aux abords de la forme mais ceux-ci n'étaient pas utilisés. L'exploitant a transmis le lendemain de l'inspection un mail de la responsable logistique justifiant que les peintures avaient été sorties pour des besoins d'inspection et de tri. Cependant aucun agent n'était présent ou aucune opération de réalisation de contrôle du stock n'a été relevé le jour de la visite.</p> <p>En outre les systèmes de détection incendie des conteneurs de stockage de peinture étaient défectueux (déboîtés) et aucun dispositif de report d'alarme n'a à ce jour été mis en place. Aucun extincteur n'était présent à proximité des pots de peinture ou des conteneurs de stockage.</p> <p>L'exploitant a transmis à l'Inspection les éléments techniques relatifs au dispositif d'alarme incendie, mais a indiqué attendre des garanties de la part du fournisseur, notamment concernant la transmission des données en mode wifi, et s'interroge sur les performances des dispositifs de report d'alarme. Un bon de commande a été transmis en date du 10/10/2024 à l'inspection pour la mise en place de caméras thermiques.</p> <p>L'exploitant a transmis des captures d'écran du registre mis en place permettant de connaître les mouvements (entrées/sorties) en termes de stockage de peinture. Celui-ci n'a pas été consulté par l'inspection le jour de la visite.</p> <p>L'inspection constate à l'issue de la visite que les dispositions rappelées par la mise en demeure du 4 juin 2024 ne sont pas respectées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Amende</p>

#### N° 4 : Rétentions

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 04/06/2024, article 1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétentions</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société CHANTIER NAVAL de MARSEILLE (CNM) dont le siège social est situé Grand Port Maritime de Marseille Terre plein de Mourepiane - Porte 4 CS 40034 13344 MARSEILLE Cedex 15, exploitant un chantier de réparation navale situé au niveau de la forme 10 du Grand Port Maritime de Marseille (13015) est mise en demeure :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• dans un délai d'un mois à compter de la date de notification du présent arrêté :</li> </ul>

<p>[...]</p> <p>de respecter les dispositions de l'article 4.11 de l'arrêté ministériel en date du 12 mai 2020 susvisé en procédant au stockage de la totalité des liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols sur des rétentions correctement dimensionnées</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis un bon de commande relatif à l'achat d'équipements de rétention mais a précisé lors de la visite que ceux-ci n'ont pas été livrés à ce jour.</p> <p>L'inspection a pu constater lors de la visite dans plusieurs zones aux abords de la forme 10, la présence de palettes de pots de peintures et des cuves (type GRV) contenant des résidus liquides susceptibles de créer des pollutions, stockés sans rétention.</p> <p>L'inspection constate que les dispositions de la mise en demeure du 4 juin 2024 ne sont pas respectées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Amende</p>

#### N° 5 : Propreté

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 04/06/2024, article 1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Propreté</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société CHANTIER NAVAL de MARSEILLE (CNM) dont le siège social est situé Grand Port Maritime de Marseille Terre plein de Mourepiane - Porte 4 CS 40034 13344 MARSEILLE Cedex 15, exploitant un chantier de réparation navale situé au niveau de la forme 10 du Grand Port Maritime de Marseille (13015) est mise en demeure :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• dans un délai de 15 jours à compter de la date de notification du présent arrêté :</li> <li>• de respecter les dispositions de l'article 3.4 de l'arrêté ministériel en date du 12 mai 2020 susvisé en maintenant le site propre, notamment aux abords du milieu naturel et des réseaux s'y rejetant directement, et en s'assurant que les dispositifs de stockage de déchets ne présentent pas de risque de débordement ou d'envols</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un registre des nettoyages a été communiqué par l'exploitant préalablement à la visite.</p> <p>Sur place, il n'a pas été constaté de problématique significative de propreté aux abords de la forme, celle-ci étant inexploitée et en cours de préparation à la réception d'un navire. Cette prescription pourra être contrôlée lors d'une prochaine visite.</p> <p>Par mail du 18/06/2024, l'exploitant a indiqué mettre en place des « rondes environnementales à quai et en fond de forme permettant de s'assurer de l'absence de risques de déversement ou de dispersion de déchets solides ou liquides (tout manquement aux obligations de l'article 3.4 de l'AM du 12 mai 2020 fera l'objet d'une fiche d'écart interne et d'un plan d'actions adéquat).»</p>

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de mettre en place une procédure permettant de tracer les rondes environnementales et les actions engagées lors de ces visites.

Par ailleurs, il est demandé à l'exploitant de mettre en place une procédure permettant de s'assurer que le nettoyage du fond de forme a été correctement réalisé et validé avant sa remise en eau.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 6 : Aires de carénages**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 04/06/2024, article 1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets aqueux

**Prescription contrôlée :**

La société CHANTIER NAVAL de MARSEILLE (CNM) dont le siège social est situé Grand Port Maritime de Marseille Terre plein de Mourepiane - Porte 4 CS 40034 13344 MARSEILLE Cedex 15, exploitant un chantier de réparation navale situé au niveau de la forme 10 du Grand Port Maritime de Marseille (13015) est mise en demeure :

[...]

- dans un délai de 7 jours à compter de la date de notification du présent arrêté :
- de respecter les dispositions de l'article 2.2 de l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 17 août 2023 en réalisant les opérations de carénages, décapage et peinture uniquement dans le strict respect des prescriptions définies dans l'arrêté d'enregistrement.

**Constats :**

En l'absence d'occupation de la forme lors de la visite, il n'a pas été constaté d'opération de carénage ou plus généralement de travaux de décapage/ponçage en fond ou aux abords de la forme. Cette prescription pourra faire l'objet d'un contrôle lors d'une prochaine visite.

Aucune aire extérieure n'a à ce jour été aménagée sur les terre-pleins. L'exploitant a indiqué avoir identifié un espace à proximité sans pouvoir préciser de date d'aménagement, cet espace devant préalablement faire l'objet d'une Convention d'Occupation Temporaire auprès du GPMM.

L'inspection rappelle à la CNM que selon son arrêté d'autorisation au titre de l'enregistrement, les opérations de carénages sont réalisées exclusivement dans la forme de radoub et sur deux aires d'activités extérieures aménagées sur les terre-pleins pour ce qui concerne les opérations réalisées sur les canots de sauvetage.

En l'absence d'aire aménagée, toutes les opérations de carénage et plus largement de peinture, ponçage, décapage doivent être réalisées au sein de la forme.

Par ailleurs au regard de la localisation de l'aire extérieure identifiée par l'exploitant, celle-ci ne figure pas dans le périmètre ICPE de l'installation, un Porter à Connaissance devra alors être transmis à M. le Préfet préalablement à son aménagement le cas échéant.



**Type de suites proposées :** Sans suite